

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Bien-être, Santé publique et Famille

[2013/206168]

25 OCTOBRE 2013. — Arrêté ministériel déterminant les cas dans lesquels les services Plan de soutien peuvent dispenser un accompagnement aux personnes handicapées recevant déjà du soutien de structures et services agréés et subventionnés par la "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap" (Agence flamande pour les Personnes handicapées)

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

Vu le décret du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", notamment les articles 7 et 8, 2°;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 septembre 2011 portant agrément et subventionnement des services Plan de soutien et d'une organisation tutrice pour le parcours préalable des personnes handicapées, notamment l'article 11, § 1^{er}, troisième alinéa, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 octobre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 29 juillet 2013;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est souhaitable d'établir un plan de soutien pour les usagers des projets de logement et de soutien garantis;

Considérant que les projets de logement et de soutien garantis seront prochainement entamés,

Arrête :

Article 1^{er}. Les accompagnements dispensés par un service Plan de soutien aux personnes handicapées qui sont candidates à un projet de logement et de soutien garantis, même si elles bénéficient déjà d'un accompagnement d'un autre service ou d'une autre structure, agréé(e) et subventionné(e) par la "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", sont admissibles au subventionnement.

Par projet de logement et de soutien garantis, il faut entendre : un projet tel que décrit au point 4 de la circulaire "utilisation moyens supplémentaires 2013" du 22 novembre 2012 de la "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2013.

Bruxelles, 25 octobre 2013.

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206272]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant les modifications des statuts de la Société wallonne des Eaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu l'article D.349 du Code de l'Eau;

Vu les statuts de la Société wallonne des Eaux adoptés le 30 novembre 2006 et approuvés par le Gouvernement le 25 janvier 2007;

Vu les modifications des statuts de la Société wallonne des Eaux approuvées par le Gouvernement wallon le 28 juin 2012;

Vu la décision adoptée le 28 mai 2013 par l'assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des Eaux;

Vu l'accord du conseil d'administration de la Société wallonne des Eaux du 22 mars 2013;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve les modifications statutaires adoptées par l'assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des Eaux (SWDE) du 28 mai 2013, à savoir :

- remplacement de l'article 7 comme suit :

« Ont la qualité d'associés la Région wallonne, les provinces, les communes, les intercommunales, la Société publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), les personnes de droit public dont la liste est reprise dans le registre des associés disponible au siège social.

L'adhésion d'une commune emporte de plein droit dessaisissement à titre exclusif envers la SWDE de sa compétence en matière de service public de production et/ou de distribution d'eau sur le territoire géographique concerné.

En cas de démission ou d'exclusion d'un associé communal, la SWDE conserve cette compétence ainsi que la propriété des droits immobiliers apportés, sauf accord contraire entre les parties.

Il est dérogé aux articles 366 à 376 du Code des sociétés. »;

- remplacement de l'article 9, § 1^{er}, comme suit :

« Le capital se compose de :

* parts A, représentatives de participations dans le capital d'une valeur nominale de 25 euros chacune. Ces parts peuvent être souscrites par les communes, les intercommunales, les provinces, la Région et la S.P.G.E.; elles sont dénommées parts Ap lorsqu'elles sont représentatives de participations dans le capital relatif à la production et parts Ad lorsqu'elles sont représentatives de participations dans le capital relatif à la distribution.

Les parts communales sont spécifiquement identifiées;

* parts B représentatives de participations dans le capital relatives à des activités spécifiques en rapport avec l'objet social. Elles peuvent être souscrites par la Région wallonne, la S.P.G.E., les provinces, les intercommunales, les communes et les personnes de droit public.

Le Conseil d'administration fixe la valeur nominale qui ne peut être inférieure à 25 euros et détermine les droits qui y sont attachés. Elles sont affectées d'un indice permettant d'identifier ceux-ci;

* parts C, qui sont les parts constitutives, d'une valeur nominale de 25 euros chacune;

* parts D représentatives de participation dans le capital qui peuvent être souscrites par la Région wallonne et les sociétés, institutions ou organismes publics de financement et/ou de participations. Le conseil d'administration fixe leur valeur nominale qui ne peut être inférieure à 25 euros et détermine les droits qui y sont attachés, en ce compris les modes de rémunération. Les titulaires de parts D bénéficient d'un droit de souscription préférentielle en cas d'émission de nouvelles parts D.

La participation globale de la S.P.G.E. ne peut dépasser 20 % du nombre total de parts.

Un nombre de parts sociales correspondant à la part fixe du capital doit à tout moment être intégralement souscrit et libéré. »;

- remplacement de l'article 12 comme suit :

« § 1^{er}. Les parts C ne peuvent être cédées.

§ 2. Les autres parts d'un associé ne peuvent être cédées qu'à un autre associé et moyennant l'agrément du conseil d'administration.

§ 3. Par dérogation au § 2, les cessions de parts D entre associés titulaires de parts D ne sont pas soumises à l'agrément du conseil d'administration.

§ 4. Les titulaires de parts D disposent d'un droit de préemption en cas de cession de parts D. »;

- remplacement de l'article 14, § 4, comme suit :

« Toute commune wallonne souhaitant confier le service de distribution d'eau sur tout ou partie de son territoire géographique à la SWDE doit en devenir associée. »;

- remplacement de l'article 31, § 2, comme suit :

« La gestion journalière comprend notamment :

- la mise en œuvre du contrat de gestion;
- l'engagement des membres du personnel, à l'exception des membres du personnel de niveau A, la suspension, la révocation de tous les membres du personnel et la détermination de leurs attributions et affectations;
- l'organisation des concours ou examens de recrutement des membres du personnel à l'exception des membres de niveau D et C des succursales;
- la déclaration de vacance des postes de travail pour l'ensemble de la SWDE;
- l'acquisition ou l'aliénation de tous biens meubles et immeubles;
- la conclusion de tous traités, achats et marchés pour l'exploitation des services dans les limites définies par le conseil d'administration;
- la conclusion des emprunts et l'émission des obligations; l'offre des garanties pour sûreté des engagements contractés par la SWDE et l'acceptation des garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle;
- le placement des fonds disponibles et la disposition des fonds mis en dépôt ou en compte courant;
- l'organisation interne;
- la création des comités techniques et autres qui paraissent nécessaires;
- l'intentement des actions judiciaires;
- le pouvoir de transiger et compromettre;
- l'enregistrement de toutes sommes et valeurs revenant à la SWDE;
- la renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et la main-levée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, sans avoir à justifier d'aucun paiement;
- la conclusion, en exécution des résolutions du conseil d'administration, des conventions et actes de toute nature, sans devoir produire aucun pouvoir;
- la délivrance des copies et extraits de procès-verbaux du conseil d'administration, de l'assemblée générale et des conseils d'exploitation;
- les inscriptions au registre des associés ainsi que la délivrance des extraits dudit registre;
- les négociations syndicales et la représentation de la SWDE dans les organes de concertation et de négociation;
- la présentation au conseil d'administration d'un rapport financier sur les activités des succursales.;
- la présentation d'un rapport sur les tableaux de bord des succursales d'exploitation. »;

- remplacement de l'article 32 comme suit :

« § 1^{er}. Les délibérations du Comité de direction sont collégiales. Le Comité de direction peut toutefois octroyer des délégations à un de ses membres ou à des membres de son personnel. Les décisions sont prises à la majorité des voix selon les modalités définies par le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Un règlement d'ordre intérieur arrêtant le fonctionnement du Comité de direction est approuvé par le conseil d'administration.

§ 3. Le Comité de direction est valablement représenté et les délibérations dudit Comité valablement exécutées par chacun de ses membres agissant individuellement.

§ 4. En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont exercées par un autre membre du Comité de direction. »

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206272]

7. NOVEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Änderungen der Satzungen der "Société wallonne des Eaux" (Wallonische Wassergesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Artikels D.349 des Wassergesetzbuches;

Aufgrund der am 30. November 2006 verabschiedeten und am 25. Januar 2007 von der Regierung genehmigten Satzungen der "Société wallonne des Eaux";

Aufgrund der von der Wallonischen Regierung am 28. Juni 2012 genehmigten Abänderungen der Satzungen der "Société wallonne des Eaux";

Aufgrund des am 28. Mai 2013 von der außerordentlichen Generalversammlung der "Société wallonne des Eaux" verabschiedeten Beschlusses;

Aufgrund des am 22. März 2013 gegebenen Einverständnisses des Verwaltungsrates der "Société wallonne des Eaux";

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die Änderungen der Satzungen, die von der außerordentlichen Generalversammlung der "Société wallonne des eaux" ("SWDE") vom 28. Mai 2013 angenommen worden sind, das heißt:

- Ersatz des Artikels 7 durch Folgendes:

"Gelten als Gesellschafter: die Wallonische Region, die Provinzen, die Gemeinden, die Interkommunalen, die "Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE)", die öffentlich-rechtlichen Personen, deren Liste im Register der Gesellschafter, das am Gesellschaftssitz verfügbar ist, aufgenommen ist.

Der Beitritt einer Gemeinde führt dazu, dass diese Gemeinde von Rechts wegen ihre Zuständigkeit in Sachen öffentlicher Dienst im Bereich der Wassergewinnung und/oder -versorgung in dem betreffenden geographischen Gebiet zugunsten der SWDE abtritt.

Im Falle des Rücktritts oder Ausschlusses eines gemeindlichen Gesellschafters behält die SWDE diese Zuständigkeit sowie das Eigentum über die eingebrachten Immobilienrechte, sofern die Parteien nichts anderes vereinbaren.

Es wird von den Artikeln 366 bis 376 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.;"

- Ersatz des Artikels 9, § 1 durch Folgendes:

"Das Kapital setzt sich wie folgt zusammen:

* A-Anteile, die Beteiligungen im Kapital in Höhe eines Nennwerts von je 25 Euro vertreten. Diese Anteile können von den Gemeinden, Interkommunalen, Provinzen, der Region und der SPGE gezeichnet werden; sie werden als "Ap-Anteile" bezeichnet, wenn sie Beteiligungen im Kapital für die Wassergewinnung vertreten, und als "Ad-Anteile" bezeichnet, wenn sie Beteiligungen im Kapital für die Versorgung betreffen.

Die kommunalen Anteile haben eine spezifische Kennzeichnung;

* B-Anteile, die Beteiligungen im Kapital für spezifische Aktivitäten in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck vertreten. Sie können von der Wallonischen Region, der SPGE, den Provinzen, den Interkommunalen, den Gemeinden und den öffentlich-rechtlichen Personen gezeichnet werden.

Der Verwaltungsrat bestimmt deren Nennwert, der nicht weniger als 25 Euro betragen darf, und die damit verbundenen Rechte. Sie sind mit einer Kennzahl versehen, die ihre Identifizierung ermöglicht;

* C-Anteile, die die Grundanteile mit einem Nennwert von je 25 Euro sind;

* D-Anteile, die Beteiligungen im Kapital vertreten, die von der Wallonischen Region und den öffentlichen Finanzierungs- und/oder Beteiligungsgesellschaften, -einrichtungen oder -organen gezeichnet werden können. Der Verwaltungsrat bestimmt deren Nennwert, der nicht weniger als 25 Euro betragen darf, und die damit verbundenen Rechte, einschließlich der Verzinsungsformen. Die Inhaber von D-Anteilen verfügen über ein Bezugsrecht im Falle der Ausgabe von neuen D-Anteilen.

Die Globalbeteiligung der SPGE darf 20% der Gesamtzahl der Anteile nicht übertreffen.

Eine Anzahl Gesellschaftsanteile, die dem festen Teil des Kapitals entspricht, muss zu jeder Zeit vollständig gezeichnet und eingezahlt sein.“;

- Ersatz des Artikels 12 durch Folgendes:

“§ 1. Die C-Anteile dürfen nicht veräußert werden.

§ 2. Die anderen Anteile eines Gesellschafters dürfen nur an einen anderen Gesellschafter veräußert werden, unter der Bedingung, dass der Verwaltungsrat dies genehmigt.

§ 3. In Abweichung von § 2 unterliegt die Abtretung von D-Anteilen zwischen Gesellschaftern, die D-Anteile bereits besitzen, nicht der Genehmigung des Verwaltungsrats.

§ 4. Die Inhaber von D-Anteilen verfügen über ein Vorkaufsrecht im Falle der Abtretung von D-Anteilen.“;

- Ersatz des Artikels 14, § 4 durch Folgendes:

“Jede wallonische Gemeinde, die in der Gesamtheit oder einem Teil ihres geographischen Gebiets den Dienst der Wasserversorgung der SWDE anvertrauen möchte, muss Gesellschafter der SWDE werden.“;

- Ersatz des Artikels 31, § 2 durch Folgendes:

“Die tägliche Führung umfasst insbesondere:

- die Durchführung des Betriebsführungsvertrags;
- die Einstellung der Personalmitglieder, mit Ausnahme der Personalmitglieder der Stufe A, die zeitweilige Enthebung des Amtes, die Entlassung der gesamten Personalmitglieder und die Bestimmung ihrer Zuständigkeiten und Dienstposten;

- die Organisation der Wettbewerbe oder Prüfungen für die Anwerbung der Personalmitglieder mit Ausnahme der Mitglieder der Stufe D und C der Zweigstellen;

- die Bekanntmachung von vakanten Stellen für die Gesamtheit der SWDE;

- den Erwerb oder die Veräußerung aller beweglichen und unbeweglichen Güter;

- den Abschluss jeglichen Abkommens, Erwerbs und Geschäfts für den Betrieb der Dienste in den vom Verwaltungsrat bestimmten Grenzen;

- die Aufnahme der Anleihen und die Ausgabe der Schuldverschreibungen; die Leistung von Sicherheiten als Bürgschaft für die von der SWDE eingegangenen Verbindlichkeiten und die Annahme von Sicherheiten, die für die ihr gegenüber eingegangenen Verbindlichkeiten geleistet werden;

- die Anlage der verfügbaren Geldmittel und die Verfügung über die Depositen und Kontokorrenteinlagen;

- die interne Organisation;

- die Bildung der technischen und anderen Ausschüsse, die für notwendig gehalten werden;

- die Einleitung von Gerichtsverfahren;

- die Befugnis, Vergleiche und Kompromisse zu schließen;

- die Buchung aller Beträge und Werte, die der SWDE zustehen;

- den Verzicht auf dingliche Rechte, Vorzugsrechte und Nichtigkeitsklagen und die Erteilung der Genehmigung zur Löschung der Eintragung der Vorzugsrechte oder Hypotheken sowie zur Aufhebung der Auffassung hypothekarisch belasteter Grundstücke, der Pfändungen, der Zahlungssperre und aller anderen Hindernisse, ohne Zahlungen nachweisen zu müssen;

- in Durchführung der Resolutionen des Verwaltungsrats, die Unterschreibung der Abkommen und Urkunden jeglicher Art, ohne irgendeine Vollmacht erweisen zu müssen;

- die Ausfertigung der Abschriften der Protokolle des Verwaltungsrats, der Generalversammlung und der Betriebsräte sowie die Auszüge aus diesen Protokollen;

- die Eintragungen im Register der Gesellschafter sowie die Ausfertigung der Auszüge aus diesem Register;

- die gewerkschaftlichen Verhandlungen und die Vertretung der SWDE innerhalb der Konzertierungs- und Verhandlungsorgane;

- die Vorlage beim Verwaltungsrat eines finanziellen Berichts über die Tätigkeiten der Zweigstellen;

- die Vorlage eines Berichts über die Übersichtstabellen der Betriebszweigstellen.“;

- Ersatz des Artikels 32 durch Folgendes:

“§ 1. Die Beratungen des Vorstands erfolgen auf kollegiale Weise. Der Vorstand kann jedoch einem oder mehreren Personalmitgliedern Vollmachten erteilen. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, nach Modalitäten, die in einer allgemeinen Dienstordnung angeführt sind.

§ 2. Eine allgemeine Dienstordnung, die die Arbeitsweise des Vorstandes festlegt, wird vom Verwaltungsrat genehmigt.

§ 3. Der Vorstand wird durch den Vorsitzenden gültig vertreten und die Beschlüsse des besagten Vorstands werden von jedem seiner individuell handelnden Mitglieder gültig durchgeführt.

§ 4. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Vorsitzenden wird dessen Amt vom einem anderen Mitglied des Vorstands übernommen.“.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. November 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206272]

7 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijzigingen die in de statuten van de « Société wallonne des Eaux » (Waalse Watermaatschappij) zijn aangebracht

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op artikel D.349 van het Waterwetboek;

Gelet op de statuten van de « Société wallonne des Eaux », aangenomen op 30 november 2006 en goedgekeurd door de Regering op 25 januari 2007;

Gelet op de wijzigingen aangebracht in de statuten van de « Société wallonne des eaux » en goedgekeurd door de Waalse Regering op 28 juni 2012;

Gelet op de beslissing die op 28 mei 2013 is genomen door de "Société wallonne des eaux";

Gelet op de instemming van de raad van bestuur van de "Société wallonne des eaux", gegeven op 22 maart 2013;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De Regering stemt in met de statutaire wijzigingen aangenomen door de buitengewone Algemene vergadering van de "Société wallonne des Eaux" van 28 mei 2013, met name :

- artikel 7 wordt vervangen als volgt :

« Hebben de hoedanigheid van vennoot het Waalse Gewest, de provincies, de gemeenten, de intercommunales, de « Société publique de gestion de l'eau (« SPGE »), de publiekrechtelijke personen waarvan de lijst opgenomen is in het vennotenregister dat op de maatschappelijke zetel beschikbaar is.

De toetreding van een gemeente brengt van rechtswege een exclusieve onttrekking jegens de maatschappij van haar bevoegdheid inzake openbare dienst voor waterproductie en/of -distributie op betrokken geografisch grondgebied.

In geval van ontslag of uitsluiting van een gemeentelijke vennoot behoudt de « SWDE » die bevoegdheid alsook de eigendom van de ingebrachte onroerende rechten, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen.

Er wordt afgeweken van de artikelen 366 tot 376 van het Wetboek der vennootschappen. »;

- artikel 9, § 1, wordt vervangen als volgt :

« Het kapitaal is samengesteld uit :

* de aandelen A die participaties in het kapitaal vertegenwoordigen en die elk een nominale waarde van 25 euro hebben. Op die aandelen kan ingeschreven worden door de gemeenten, de intercommunales, de provincies, het Gewest en de « SPGE »; ze worden Ap-aandelen genoemd wanneer ze de participaties in het kapitaal van de productie vertegenwoordigen en Ad-aandelen wanneer ze de participaties in het kapitaal van de distributie vertegenwoordigen.

De gemeentelijke aandelen worden specifiek geïdentificeerd;

* de aandelen B die participaties in het kapitaal vertegenwoordigen betreffende specifieke activiteiten in verband met het doel. Op die aandelen kan ingeschreven worden door het Waalse Gewest, de « SPGE », de provincies, de intercommunales, de gemeenten en de publiekrechtelijke personen.

De raad van bestuur bepaalt de nominale waarde die niet kleiner mag zijn dan 25 euro en bepaalt de rechten die eraan gebonden zijn. Ze zijn voorzien van een index waarmee deze rechten kunnen worden geïdentificeerd;

* de aandelen C, of de aandelen tot kapitaalvorming, die elk een nominale waarde van 25 euro hebben;

* de aandelen D die participaties in het kapitaal vertegenwoordigen waarop ingetekend kan worden door het Waalse Gewest en de openbare financierings- en/of participatiemaatschappijen, -instellingen of -inrichtingen. De raad van bestuur bepaalt hun nominale waarde die niet kleiner mag zijn dan 25 euro en bepaalt de rechten die eraan gebonden zijn, met inbegrip van de betalingswijzen. De houders van aandelen D genieten een preferentieel inschrijvingsrecht in geval van uitgifte van nieuwe aandelen D.

De globale participatie van de "SPGE" mag niet hoger zijn dan 20 % van het totaal aantal aandelen. Elk ogenblik moet ingetekend worden op een aantal maatschappelijke aandelen, die overeenstemmen met het vaste deel van het kapitaal. Die aandelen moeten volgestort worden. »;

- artikel 12 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De aandelen C mogen niet overgedragen worden.

§ 2. De overige aandelen van een vennoot mogen slechts aan een andere vennoot en met de goedkeuring van de raad van bestuur overgedragen worden.

§ 3. In afwijking van § 2, zijn de overdrachten van aandelen D onder vennoten van aandelen D niet onderworpen aan de goedkeuring van de raad van bestuur.

§ 4. De houders van aandelen D beschikken over een recht van voorkoop in geval van overdracht van aandelen D. »;

- artikel 14, § 4, wordt vervangen als volgt :

« Elke Waalse gemeente die de waterdistributiedienst op een deel of op het geheel van haar geografische grondgebied aan de "SWDE"; wenst toe te vertrouwen, moet er vennoot van worden. »;

- artikel 31, § 2, wordt vervangen als volgt :

« Het dagelijkse beheer omvat met name :

- de tenuitvoerlegging van het beheerscontract;

- de indienstneming van personeelsleden, met uitzondering van de personeelsleden van niveau A, de schorsing, de afzetting van alle personeelsleden en de bepaling van hun opdrachten en aanstellingen;

- de organisatie van de vergelijkend wervingsexamens of van de wervingsexamens voor de personeelsleden, met uitzondering van die van niveau D en C in de filialen;
- de vacantverklaring van werkposten voor het geheel van de "SWDE";
- de aankoop of de vervreemding van alle roerende en onroerende goederen;
- het sluiten van alle verdragen, aankopen en overdrachten voor de exploitatie van de diensten binnen de perken bepaald door de raad van bestuur;
- het verstrekken van waarborgen als zekerheidstelling voor de door de "SWDE" aangegane verbintenissen en de aanneming van de waarborgen als zekerheidstelling voor de jegens haar aangegane verbintenissen;
- de belegging van de beschikbare gelden en de beschikking over de in deposito of op een rekening-courant gegeven gelden;
- de interne organisatie;
- de oprichting van de technische comités en andere comités die als nodig worden beschouwd;
- het instellen van rechtsvorderingen;
- de bevoegdheid om daging en compromissen aan te gaan;
- de boeking van alle sommen en waarden die aan de "SWDE" toekomen;
- de overdracht van alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding en de verlening van de opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overdrachten, inbeslagnemingen, verzetten en andere belemmeringen zonder enige betaling te moeten rechtvaardigen;
- het sluiten, overeenkomstig de beslissingen van de raad van bestuur, van alle overeenkomsten en akten zonder enige volmacht te moeten voorleggen;
- de afgifte van afschriften en uittreksels van de notulen van de raad van bestuur, van de algemene vergadering en van de exploitatieraden;
- de inschrijvingen in het register van de vennoten en de afgifte van de uittreksels van dat register;
- de vakbondsonderhandelingen en de vertegenwoordiging van de "SWDE"; binnen de overleg- en onderhandelingscomités;
- de overlegging van een financieel verslag over de activiteiten van de filialen aan de raad van bestuur;
- de overlegging van een verslag over de boordtabellen van de exploitatiefilialen. »;
- artikel 32 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De beraadslagingen van het directiecomité worden collegiaal genomen. Het directiecomité kan evenwel bevoegdheden verlenen aan één van zijn leden of aan leden van zijn personeel. De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen volgens de modaliteiten bepaald in een huishoudelijk reglement.

§ 2. Een huishoudelijk reglement, waarin de werking van het directiecomité vastligt, wordt goedgekeurd door de raad van bestuur.

§ 3. Het directiecomité wordt op geldige wijze vertegenwoordigd en de beslissingen van het comité worden op geldige wijze uitgevoerd door elk van zijn leden die alleen optreden.

§ 4. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter worden zijn functies door een ander lid van het directiecomité uitgeoefend. ».

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206274]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle (planches 56/4, 56/6, 65/2, 65/5, 65/6, 65/7, 68/4, 68/8) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005;

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu, depuis l'approbation définitive du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle, 21 demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;